ELLE QUALIFIE LES DISPOSITIONS DE «GRAVES»

Hanoune dit non au plan anti-crise

Les informations faisant état du gel des recrutements dans la Fonction publique et le remplacement du tiers seulement des retraités ne rassurent nullement Louisa Hanoune. La secrétaire générale du Parti des travailleurs qualifie cette décision de «grave». Il s'agit, selon elle, d'une «restructuration structurelle» qui ne dit pas son nom et qui prépare «une explosion sociale». S'il est question de restrictions, elles doivent, dit-elle, ne concerner que la minorité qui a toujours profité des largesses de l'Etat.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Pas du tout d'accord avec le plan anti-crise du gouvernement. Le gel des recrutements dans la Fonction publique n'augure rien de bon, selon la première responsable du Parti des travailleurs qui y voit une «restructuration structurelle» non assumée publiquement.

Les conséquences, dit-elle, seront graves sur la stabilité du pays. Il s'agit, selon Hanoune, d'une «question de sécurité nationale». Elle met d'ailleurs en garde contre le gel des projets dans les Hauts-Plateaux et dans le Sud.

Des décisions qui, déplore-t-elle, sont prises au moment où la gestion des deniers publics est toujours basée sur le siphonnage alors que ni l'APN ne peut effectuer ses missions de contrôle ni la Cour des comptes n'est en mesure de jouer son rôle faute de moyens humains. La justice, quant à elle, continue de «juger des lampistes», une pratique du parti unique.

Une situation qui pousse Hanoune à tirer la sonnette d'alarme au moment où le Parti des travailleurs intensifie son activité. Après la réunion, hier, des cadres du sud du pays, c'est au tour de ceux du Centre d'être réunis avant la tenue du comité central le 6 juin prochain. Des rencontres marathon, dues, selon Hanoune, à la nécessaire mobilisation générale au regard de la conjoncture tant interne que conjoncturelle.

Les rapports qui parviennent des wilayas du Sud sont inquiétants, dit-elle. Le front social y est sur un volcan au moment où les pays frontaliers continuent de vivre sous la menace du terrorisme qui a induit la fermeture des frontières. Une situation due au manque de vision claire. A In Salah, par exemple, affirme Hanoune, la conjoncture est toujours précaire. Les problèmes politiques qui avaient été posés par la population n'ont pas été réglés et les vraies causes de la colère n'ont pas été prises en charge. La situation à Ghardaïa est, quant à elle, à mettre sur le dos de «provocations orchestrées» par certains partis politiques qui instrumentalisent une situation qui ne peut être gérée par «le tout sécuritaire».

Photo : NewPress

Hanoune prévient contre une explosion sociale.

La récente décision de créer des wilayas déléguées n'est pas suffisante. Il faut promouvoir, selon Hanoune, ces circonscriptions au rang de wilayas dotées de moyens conséquents.

Si l'Algérie déploie, dit-elle, beaucoup d'efforts pour tenter de trouver des solutions aux situations chaotiques dans les pays limitrophes, sa politique étrangère devrait être le reflet d'une politique intérieure basée sur la souveraineté de la décision, notamment sur le plan économique.

Hanoune n'a pas manqué de commenter la récente nomination du DG de l'Anep qui pose la problématique de l'indépendance de la presse.

Si l'oligarchie se met, dit-elle, à gérer la publicité, l'avenir de la liberté de la presse est menacé avec une mise au pas à craindre.

N. I.

LIGUE ALGÉRIENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

L'aile Salah Dabouz tient son quatrième congrès

Le quatrième congrès de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (Laddh), aile Salah Dabouz, s'est tenu hier à Alger. La Ligue devra connaître aujourd'hui son nouveau président.

Salah Dabouz, président depuis dix-huit mois du bureau national de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, a déposé hier son bilan. La Ligue tient depuis hier et pendant deux jours son quatrième congrès.

L'aile qui a été conduite par maître Mostefa Bouchachi depuis le troisième congrès tenu en 2010, et qui a connu une crise interne en 2013 après la démission de ce dernier et l'élection de Nordine Benissad à sa place, devra avoir un nouveau président. Maître Dabouz ne semble pas enthousiaste pour briguer un mandat à la tête de la Ligue. «Après dix mois aux commandes du bureau national, je suis fatigué», a-t-il signifié hier lors des travaux du congrès. Cependant, Maître Dabouz ne se retire pas pour autant de la course. «A la fin des travaux, nous allons voir ce que les congressistes vont décider», a-t-il indiqué.

Après le départ de Mostefa Bouchachi, Maître Benissad a été élu président de la Ligue. Quelques mois plus tard, des voix se sont élevées pour dénoncer «une gestion non transparente». Ali Yahia Abdenour, président d'honneur, réunira, alors, le conseil national en décembre 2013. Le conseil national décidera d'un «retrait de confiance» pour Maître Benissad. Salah Dabouz, alors président de la section d'Alger, a été élu président du bureau national. Maître Dabouz, qui est revenu hier sur les faits, dit cependant «ne pas vouloir polémiquer sur la question puisque le seul objectif de la Ligue, c'est la défense des droits de l'Homme». A ce sujet, dit-il, «les droits de l'Homme sont malmenés en Algérie en raison d'un pouvoir en place qui s'est imposé et qui, au lieu de trouver des solutions aux problèmes des citoyens, préfère réprimer toute voix qui s'élève pour demander un droit».

Photo : DR

Salah Dabouz, président de la Laddh.

Pour Maître Dabouz, «ce régime doit céder sa place».

S. A.

CONFÉRENCE DE L'AMIRAL JEAN DUFOURCQ À ORAN :

«L'élimination de Kadhafi était une erreur, comme celle de Bachar le serait»

Pour l'amiral Jean Dufourcq, professeur associé à l'Institut des sciences politiques, directeur de recherches à l'Institut supérieur militaire de Paris, l'Algérie et la France ont un destin commun, tout simplement parce que leur passé a été mêlé. «Je crois que nous avons un effort à faire, non pas pour réchauffer les relations, mais de prendre mieux conscience de ce potentiel de complémentarité qui est le nôtre. Je ne pense pas que les chefs d'Etat sont forcément les mieux placés pour se parler, je pense que c'est aux peuples de se parler.»

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Invité par le professeur des universités, expert international en management stratégique Dr Abderrahmane Mebtoul, dans le cadre des activités scientifiques, de l'Université d'Oran 2, Pôle universitaire Belkaïd, autour du thème «Le monde qui vient – enjeux géostratégiques – et perceptives pour l'Algérie et la France», le Dr l'Amiral Jean Dufourcq a, de prime abord, prévenu qu'il faut éviter le mythe de l'occidentalisation.«D'ici 2050, la planète va être confrontée à un catalogue de défis qu'elle n'a jamais rencontrés, ces défis vont mettre à l'épreuve de manière définitive le modèle de l'Etat. Un modèle occidental, référence universelle jusqu'à aujourd'hui, qui serait en phase d'être dépassé», dira le Dr l'Amiral Jean Dufourcq à l'intention d'une assistance composée de hauts gradés, de jeunes officiers et d'universitaires, qui ont pris part à sa conférence-débat.

Pour le conférencier, la planète doit faire face à trois défis majeurs que sont la démographie, l'écologie et l'économie. «Le monde aujourd'hui a des espaces de développement démographique considérables. C'est quelque chose qui modifie totalement les règles de la géopolitique et de la géo-économie.» Pour l'intervenant, cette révolution démographique crée forcément des flux d'une grande densité car, dit-il, «quand les gens s'enfuient d'un endroit qui n'est pas hospitalier, ils vont dans des endroits qui le sont plus encore et ça crée des tensions. Et si on y rajoute des phénomènes de sécurité, nous aboutissons à ces drames qui se déroulent sous nos yeux en Méditerranée et qui se déroulent sous vos yeux au Sahara, en Indonésie, en Malaisie...».

Evoquant le second défi qu'il qualifie de spectre de l'exigence écologique, l'intervenant estime qu'il véhicule quelque chose d'assez dangereux.Inévitablement se pose la question du réchauffement climatique, de la limitation des ressources de la planète, et de la modification de ses équilibres thermodynamiques, liés à notre consommation, explique-t-il.

Le défi de l'économie dira le conférencier est «ce grand bazar commercial qui a introduit des distances entre le consommateur et le producteur, ce qui crée une perte de solidarité régionale locale, une sorte d'abondant de l'économie». Plus loin, l'intervenant s'interroge sur le devenir de l'Union européenne. «Est-ce que la construction européenne est une construction pérenne ? Ou est-ce que c'est une construction qui a épuisé une grande partie des espérances qu'elle avait données ?» Il apportera une réponse en évoquant son pays «pour la France, c'est une question importante car nous avons mis notre stratégie sur le développement de l'Union européenne et sur sa construction. Si celle-ci ne devait plus porter l'avenir stratégique de la France, nous serions embarrassés sans autre structure, c'est pour cela qu'il faut que nous réfléchissions à la fragilisation de cette construction et que nous allions chercher des partenaires ailleurs, chez d'autres voisins. C'est une réalité importante qu'est la surchauffe institutionnelle».

A l'issue de son intervention, l'amiral a répondu à quelques questions de la presse, notamment celle de la position des peuples dans tous ces bouleversements que connaît la planète, notamment avec les défis évoqués. «Les peuples finissent par se révolter lorsqu'ils ne sont pas contents. Ce qu'on espère, c'est qu'ils ne se révoltent pas trop, qu'ils demandent des réformes et qu'ils ne fassent pas des révolutions. Les peuples frustrés font des révolutions qui sont souvent violentes et nous devons espérer que les processus politiques soient suffisants pour que les réformes puissent s'enclencher.»

C'est alors que s'est posée la question de dialoguer ou non avec les dictateurs de certains Etats : «Je pense que c'est une erreur d'abattre pour des principes moraux quand on ne sait pas qui on va mettre à la place. Il fallait donner certainement un coup d'arrêt brutal à tout ce qu'il faisait, mais surtout il fallait regarder, avant quoi que ce soit, quel était le pivot qui existait dans ce pays et, donc, son élimination, était une erreur, c'est évident, comme celle de Saddam Hussein, comme l'élimination de Bachar El Assad serait sans doute une erreur».

A. B.